

29 mai

TOUT EST FOUTU

Sur le bureau bien rangé, il ne reste qu'une paire de lunettes. Posée sur le cuir noir, bien au centre, repliée, elle suggère l'idée du travail terminé. Les yeux captés par ce détail, Bernard Tricot ne peut retenir un étrange pressentiment : celui d'un départ prolongé, comme avant de très longues vacances. Pourquoi ce bureau vide, au centre duquel le général de Gaulle a laissé ses lunettes aux verres épais et à monture noire ? Depuis qu'il est secrétaire général de l'Élysée, Tricot sait que le Général ne laisse jamais rien au hasard. Il sait aussi que le vieil homme n'a pas pour habitude de s'accorder un week-end au beau milieu de la semaine. Il est pourtant parti ce mercredi matin avec femme et bagages.

— Depuis plusieurs nuits, je ne dors plus, et cette nuit encore je n'ai pu me reposer, lui a-t-il confié dans la matinée. Je suis hors d'état de présider le Conseil des ministres, chacun s'en apercevrait si je tentais de le faire. Je vais me reposer vingt-quatre heures chez moi, à Colombey, pour essayer de réfléchir et de dormir. J'ai besoin de mettre de l'ordre dans mes idées.

Et s'il ne revenait pas ? Si c'était le début de la fin, l'aboutissement de ce maudit mois de mai ? Un mois

de cauchemars qui semble ne pas vouloir s'achever. Tricot repense à ces derniers jours, au regard du Général, et cette nuance de détresse et de découragement qu'il a entraperçue. Il observe les lunettes, le fauteuil, vide, macère l'histoire gâchée par les cris et les slogans des manifestations de mai. Il tend l'oreille. Il lui semble percevoir l'écho insupportable des brailleurs du pavé. Ou est-ce dans sa tête? Depuis des jours et des jours, il ne peut faire un pas sans redouter d'entendre ces cris. Chaque matin, il se précipite à sa fenêtre dans l'espoir de découvrir une pluie battante propre à décourager les manifestants, à mettre un terme à la chienlit. Mais chaque matin, le soleil est là, narguant le pouvoir, comme si Dieu lui-même était du côté des anarchistes. Le beau mois de mai, ni trop chaud ni trop frais, le temps idéal pour battre la chaussée et occuper les rues et les usines, le temps idéal pour une révolution.

Boulevard Haussmann, porté par une foule de manifestants, Henri Krasucki se fait, à quelques nuances près, la même réflexion. Costume sombre, chemise blanche, cravate, cheveu sur la langue plutôt que sur le crâne, le numéro deux de la CGT parade. Un œil sur Georges Séguy, leader du syndicat communiste et éternel rival, un œil sur les manifestants qui, en bon ordre, rassemblent, selon la déclaration officielle du Parti, « huit cent mille travailleurs manuels et intellectuels », « Krasu » joue au leader satisfait. Derrière cette façade, pourtant, l'ancien déporté n'est pas des plus sereins. Le rêve qu'il caressait, le 13 mai, d'une succession communiste et démocratique au pouvoir gaulliste s'est effacé. La ligne du PCF a évolué. Il n'est plus question de faire

cause commune avec les étudiants, ces fils de bourgeois qui ne connaissent rien au monde du travail. Plus question non plus de révolution.

Une rumeur qui agite la foule le sort soudain de ses pensées. Séguy se penche vers lui :

— De Gaulle est parti à Colombey.

— Qu'il y reste ! lâche Krasu.

— Le communiqué dit qu'il sera de retour demain pour présider le Conseil des ministres.

Derrière, les manifestants s'exaltent. Les slogans fusent : « À l'Élysée ! » Henri Krasucki retient une grimace. Ce n'est pas la ligne du Parti : pas de conquête du pouvoir, pas de prise d'assaut. « À l'Élysée ! » Et si c'était le moment ? Le pouvoir est à terre, le pays, au bord de la pénurie, est paralysé par les grèves, et les Français rêvent de changement : il n'y a jamais eu de situation aussi favorable. Mais Georges Séguy, comme devinant ses états d'âme, se penche vers lui à nouveau :

— C'est ton heure, Henri, c'est toi qui as été désigné pour aller négocier avec Mitterrand, Mollet et toute la bande.

— Et Mendès.

— Et Mendès, répète à contrecœur Georges Séguy.

Au 23 rue du Conseiller-Collignon, en plein cœur du XVI^e arrondissement, Pierre Mendès France garde la tête froide. Dans le salon enfumé, le téléphone de bakélite n'en finit pas de sonner. L'appartement de l'ancien président du Conseil est à l'image du monde politique parisien : en ébullition. Charles Hernu rapporte les dernières informations du jour. De Gaulle parti ? Personne n'ose y croire. Le Conseil des ministres prévu ce mercredi a pourtant bien été reporté.

— Les ministres ont été prévenus au dernier moment, glisse Michel Rocard avec un air de conspirateur, Pompidou n'était au courant de rien.

Mendès s'inquiète des intentions des communistes dont la grande manifestation, de Bastille à Saint-Lazare, lui apparaît comme une démonstration de force sinon une marche vers le pouvoir. Vont-ils dévier leur parcours pour fondre sur l'Élysée?

— Tout ça était prémédité, croit savoir Hernu. Dès le départ, ils avaient l'intention de prendre l'Élysée. À Matignon, on dit que des militants cégétistes ont été armés par Moscou et qu'il va y avoir du grabuge.

— Les manifestants sont nombreux? coupe Mendès.

— Dans les cinq cent mille, répond Rocard.

— Et l'armée?

— On raconte qu'elle a été déployée pour contrer le coup de force communiste mais, en réalité, elle se fait assez discrète.

— Mitterrand?

— Il se déploie aussi, intervient Marie-Claire de Fleurieu, la jeune journaliste proche de Mendès. Mais avec beaucoup moins de discrétion.

— Sa conférence de presse n'a pas convaincu, affirme Rocard, sinon de ses ambitions personnelles. En réalité, c'est vers vous que tout le monde se tourne.

Mendès ne saisit pas la perche tendue et ne dit rien de ses intentions. Il baisse la tête vers un exemplaire du journal *Combat* posé sur la table basse. Sous l'article principal, dans lequel Philippe Tesson parle d'un « De Gaulle harcelé », un encadré affirme : « PMF pressenti par Mitterrand ».

— Pressenti par Mitterrand! s'amuse, entre dépit et agacement, Pierre Mendès France.

Chez Lipp, boulevard Saint-Germain, fidèle à ses habitudes, Mitterrand a le nez dans l'édition encore fraîche du *Monde*. Le quotidien du soir titre à la une sur le départ de De Gaulle à Colombey.

— De Gaulle à Colombey un jour de Conseil de ministres? La messe est dite! s'enthousiasme le député de la Nièvre.

Il se félicite d'avoir pris les devants et de s'être clairement positionné en futur candidat à la présidence de la République. Sa prestation n'a pas suscité d'échos très favorables? C'est qu'il a un temps d'avance sur la meute. En ces moments incertains où rien ne semble définitif, il est important de dire qu'on est prêt à servir voire à sauver la France. À Pierre Mauroy qui feuillette, distrait, *L'Express* en avalant un café, il répète ce qu'il a dit la veille:

— Il n'y a plus d'État et de Gaulle ne peut plus faire l'histoire. Il faut très vite organiser une rencontre avec Mollet, Defferre et Mendès. Il faut un front uni face aux communistes et aux gaullistes.

Mauroy semble dubitatif:

— Mendès n'a pas dû être très content de votre intervention. Il va falloir recoller les morceaux, d'autant qu'il peut très bien avancer seul. Il a l'aura nécessaire.

— La situation est trop compliquée pour lui. Les communistes peuvent s'emparer du pouvoir, les étudiants sombrer dans l'émeute, l'armée peut provoquer un bain de sang ou un putsch. Il a besoin de nous. Ne serait-ce que pour sortir de sa ligne absurde. Il en est encore à courir après Cohn-Bendit!

Cheveux teints en brun pour déjouer la surveillance de la police, l'œil goguenard, Daniel Cohn-Bendit, assis dans un couloir de la Sorbonne, écoute

hilare son amie Marie-France Pisier lui lire l'article de *Combat*:

— «Hier soir à 22 heures, Daniel Cohn-Bendit, interdit de séjour en France, est entré triomphalement à la Sorbonne!»

— *Triomphalement!* s'amuse le leader étudiant.

— «Voilà un peu plus affaiblie l'autorité de l'État», continue, imperturbable, la jeune actrice.

— Dis donc, s'amuse Alain Geismar, c'est tout juste si l'on n'attribue pas le départ du vieux à ton retour!

— Alors il est parti?

— C'est ce qui se dit.

— On fait quoi?

— AG dans une heure.

— Dans une heure? Faut pas perdre de temps, hein? Faut pas lui laisser le temps de revenir. Il faut aller occuper l'Élysée!

L'Élysée vit un étrange moment, comme si le temps y était arrêté. Dans son bureau, Bernard Tricot se gratte nerveusement le menton. Jacques Foccart passe une tête:

— J'avoue que je ne comprends pas ce qui arrive, se désole le conseiller, pourtant toujours bien informé. Ce n'est pas possible! Partir, même pour se reposer vingt-quatre heures, ça va donner une impression épouvantable et créer un choc terrible. Nous n'avons pas besoin de ça en ce moment.

— Mon pauvre Jacques, je me suis retrouvé devant un homme qui avait pris sa décision et qui ne voulait entendre aucun argument.

La sonnerie du téléphone met un terme à leur discussion. Tricot reconnaît la voix de Georges Pompidou. Le Premier ministre est furieux:

— On me dit que le Général n'a pas rejoint Colombey. Les hélicoptères sont partis en fin de matinée d'Issy, ils auraient dû se poser depuis longtemps. Je comprends très bien que vous ne vouliez rien me dire si vous avez promis le secret au Général. Mais vous voyez la situation dans laquelle est la France! Vous devez au moins me dire que vous savez où il est.

Tricot l'ignore. L'inquiétude monte. Le secrétaire général essaie d'analyser les quelques éléments qu'il possède. Le Général a décidé ce matin de partir à Colombey avec sa femme. Comme de coutume, son aide de camp l'a accompagné. À peine Tricot a-t-il remarqué que Flohic avait endossé son uniforme, alors que ce n'est pas l'usage d'ordinaire pour aller à Colombey. Deux DS les ont emmenés à Issy, où attendaient les hélicoptères. Plus tôt dans la matinée, le président s'était entretenu avec son gendre, le général de Boissieu, commandant la 7^e division mécanisée de Mulhouse. La présence de ce haut gradé si loin de sa base est une indication. Le Général est-il parti dans l'Est pour s'assurer du soutien des divisions blindées et de l'armée tout entière? Mais, dans ce cas, pourquoi emmener Mme de Gaulle? Pour faire diversion?

Jacques Foccart, dont la raison d'exister semble d'être informé de tout et sur tous, prétend avoir échangé quelques mots avec Boissieu avant sa rencontre avec le Général.

— Il était très troublé. Je lui ai dit: «Alain, battez-vous, parce que ce n'est vraiment pas possible, c'est un abandon du pays! Ce n'est pas tolérable, c'est contre sa nature.» Il m'a répondu: «Il est fermement décidé et il a un moral extrêmement mauvais. Il est accablé de tant de lâchetés et de veuleries.» Je l'ai attendu et,

à la sortie de l'entretien, il était encore plus pessimiste. Il m'a dit: «Jacques, c'est décidé: il part. Il part même tout de suite. Je n'ai pu l'ébranler. C'est décidé, mon pauvre Jacques, je n'y peux rien.» Quand j'ai protesté, il a rétorqué: «Jacques, voici exactement ses mots: "Les Français sont des veaux! Ils ne veulent plus de de Gaulle? Eh bien, de Gaulle s'en va!"» J'ai essayé de le remonter... Je lui ai demandé de ne pas lâcher le Général et de faire en sorte que Flohic le pousse lui aussi à revenir le plus vite possible.

Dans l'hélicoptère qui survole Mulhouse, Flohic, installé près du couple, reste silencieux. À sa grande surprise, l'appareil n'a pas atterri à Colombey. Le Général lui a fait comprendre qu'ils se dirigeaient vers le nord-est. Puis il s'est terré dans le silence, pour n'en plus sortir. Sa femme non plus n'a pas ouvert la bouche de tout le trajet. À Saint-Dizier, où les hélicoptères se sont arrêtés pour faire le plein, le couple est resté prostré, muet et absent, ceintures attachées. Pour Flohic, la destination finale ne peut qu'être Mulhouse et les quartiers d'Alain de Boissieu. Pourquoi Boissieu et Mulhouse? Sans doute pour préparer une offensive militaire. Ou pour se mettre sous la protection de l'armée? Le couple présidentiel a été très choqué par les prises à partie dont Mme de Gaulle a fait les frais les jours précédents dans les rues de Paris. On lui a manqué de respect. L'homme du 18 Juin n'est pas du genre à digérer ces indécrottes. Boissieu? Mais les hélicoptères ignorent bientôt Mulhouse et poursuivent vers Strasbourg. Le Général, qui ne se départit pas de son air accablé et mutique, prévient alors son aide de camp: leur destination est la base française de Baden-Baden, en Allemagne de

l'Ouest, QG du général Massu. On tente de joindre ce dernier depuis l'hélicoptère mais les liaisons ne passent pas.

Ce n'est qu'une fois l'appareil posé sur la base que Flohic trouve un téléphone et parvient à parler au commandant en chef des armées françaises stationnées en Allemagne.

— Mon général, ici Flohic, explique l'aide de camp. Nous sommes ici.

— Qui, *nous*? s'inquiète Massu, incrédule.

— Le Général et Mme de Gaulle.

L'officier a un moment de flottement. Il a eu une nuit rendue difficile par la réception offerte au commandant en chef des forces soviétiques et par les innombrables toasts qui sont allés de pair.

— Mon petit vieux, rétorque-t-il après un long silence, je suis à poil sur mon lit en train de faire ma sieste, donne-moi cinq minutes.

À peine l'appareil raccroché, l'aide de camp a la surprise de tomber sur le chef d'état-major du président, le général Lalande, qui ne cache pas, de son côté, sa stupéfaction :

— Vous ici?

— Je suis avec le Général et Mme de Gaulle.

Le chef d'état-major n'en croit pas ses oreilles :

— Le Général et Mme de Gaulle!

Lalande a reçu le matin mission de prendre en charge le fils du Général et la famille de celui-ci, puis de les convoier jusqu'à Baden-Baden.

Flohic est rassuré: si le Général a décidé de mettre son fils à l'abri, comme au moment du putsch des généraux d'Alger, c'est qu'il va passer à la contre-offensive.

Lorsqu'il retourne à l'hélicoptère présidentiel, la vision du couple, deux vieillards meurtris, fichés sur

leurs sièges, immobiles et silencieux, tempère son optimisme. Durant le court trajet qui les conduit jusqu'à la résidence du commandant en chef, de Gaulle ne décoche pas un mot. Puis, s'avançant, sombre, le visage marqué, abattu, vers celui qu'il considère comme un vieux grognard, fidèle d'entre les fidèles, il n'a pour toute explication que cette formule :

— Tout est foutu, Massu!

Depuis Baden-Baden, l'Élysée semble soudain très loin – mais au cœur du défilé qui, lentement, approche de Saint-Lazare et s'enivre de l'annonce du départ de De Gaulle, il paraît très proche. Cinq cent mille personnes déterminées qui marcheraient sur le palais présidentiel pourraient faire du dégât et placeraient, *de facto*, les communistes au seuil du pouvoir. Il suffit de donner un ordre pour dévier le parcours et balayer les restes d'un État qui, selon Mitterrand, n'existe plus. La foule qui, désormais, croit le président à Colombey n'attend qu'un mot pour s'engouffrer rue de Miromesnil et rue du Faubourg-Saint-Honoré. Mais ce mot ne vient pas. Georges Séguy tient la ligne et Henri Krasucki n'est pas de ceux qui improvisent sans en référer au Comité central.

Aux côtés des intellectuels qui, de Louis Aragon à Philippe Sollers, marchent, bien visibles, entre deux cortèges resserrés, Jean-Luc Godard, en bout de rang, s'amuse et sourit. La révolution a des airs printaniers et la fuite du grand Charles offre un rebondissement à un film qui, décidément, ne manque pas d'intérêt. Henri Krasucki sourit lui aussi, quoique avec un peu d'amertume. Alors quoi? On va passer à côté de cette chance historique? On va refuser ce pouvoir qui s'offre sur un plateau?

— Ils racontent tous que nous allons marcher sur l'Hôtel de Ville et sur l'Élysée, lui glisse Séguy. Ils veulent accréditer l'idée d'un complot communiste pour justifier, par avance, le recours à la répression contre le mouvement ouvrier. C'est pas un hasard si de Gaulle s'est absenté aujourd'hui, jour de la manif. Il est allé inspecter les armées et il attend que nous bougions pour lancer l'offensive.

Mais la foule se disperse rapidement, suivant les directives du service d'ordre, et les dirigeants s'en détachent pour aller partager un vin d'honneur avec les cheminots grévistes de la gare Saint-Lazare. La révolution n'aura pas lieu ce soir. Cependant, Krasu se promet de défendre la prise du pouvoir dès demain devant le Comité central. Les militants sont prêts, il faut agir.

La dispersion sans encombre du défilé parvient aux oreilles du Premier ministre, qui ne cache pas son soulagement :

— L'apéro plutôt que la révolution, s'amuse-t-il, voilà des révolutionnaires comme je les aime ! Qu'ils trinquent à notre santé !

Paris est encore sous contrôle, la révolte est cantonnée aux troupes étudiantes, le gouvernement n'est pas totalement dépassé. Après une journée difficile pour ses nerfs, Georges Pompidou tente, entouré de ses proches, de reprendre le dessus, même s'il ne digère pas l'attitude du Général. Le président ne l'a informé de rien. À peine a-t-il consenti, sur son instance, à le prendre brièvement ce matin au téléphone, après l'annonce du report du Conseil des ministres. Découragé, l'homme du 18 Juin s'est contenté d'évoquer de manière évasive son renoncement :

— Vous représentez l'avenir, lui a-t-il concédé. Bon courage, je vous embrasse!

Passé encore qu'il n'ait rien dit au vieux compagnon, mais au Premier ministre?

« Ce n'est pas admissible », peste le chef du gouvernement.

Ne connaissant toujours pas les intentions et la destination du Général, Pompidou se voit condamné à l'inaction et se tasse dans son fauteuil. Debout à ses côtés, nerveux et impatient, Jacques Chirac, le plus jeune membre de son gouvernement, le pousse cependant à aller de l'avant :

— Son départ est une aubaine, il vous laisse libre d'agir et de prendre les décisions qui s'imposent.

— Et s'il revient? On dit qu'il est parti dans l'Est s'assurer du soutien de l'armée. Il va réapparaître demain, ragaillardisé par ses chefs d'état-major, et je n'aurais plus qu'à faire mes bagages. Le communiqué dit qu'il sera là à 15 heures pour le Conseil des ministres.

— Mes informateurs le disent en Allemagne, à Baden-Baden, avec sa femme, plaide Chirac.

— D'après nos informations, ajoute Jean Donnedieu de Vabres, le secrétaire général du gouvernement, son fils a été pris en charge avec sa famille à Villacoublay par le général Lalande.

— Il serait étonnant qu'il ait fait venir toute sa famille pour réapparaître demain, lâche, troublé, le Premier ministre. Il m'a paru très déprimé ce matin au téléphone.

— Vous devriez préparer une intervention télévisée dès ce soir, insiste Jacques Chirac. Il faut agir vite.

— Si je peux me permettre, monsieur le Premier ministre, intervient d'une voix douce le conseiller

Édouard Balladur, je crois au contraire qu'il faut se garder d'agir trop vite. Si le président avait eu l'intention d'abandonner le pouvoir, son sens de l'État l'aurait poussé à vous en faire part.

La remarque ébranle les proches de Georges Pompidou – mais Jacques Chirac n'en démord pas :

— Écoutez, peu importe qu'il ait l'intention de revenir ou pas. Il faut agir. Prenez les devants. Montrez que c'est vous qui tenez la maison. Décidez de quelques mesures fortes et symboliques : l'évacuation de la Sorbonne, l'expulsion de Bendit. Si le Général revient, il sera forcé de compter avec vous et, s'il ne revient pas, vous aurez fait un pas décisif vers l'Élysée. On ne peut pas de toute façon laisser la France sans capitaine. Si vous n'intervenez pas, vous donnez le pouvoir à la gauche ou, pire, aux communistes et à tous les gauchistes.

— Bon, tranche Pompidou, préparez un court discours et prévenez la télévision.

Rue Cognacq-Jay, dans les studios de la seule chaîne publique qui diffuse encore un programme – minimum –, la nouvelle, sitôt connue, est conspuée par les journalistes en grève. François de Closets, propulsé à la tête d'un « comité des 10 », tente de calmer les esprits. L'annonce du départ de de Gaulle a donné des ailes aux plus radicaux et affaibli la minorité qui continue de travailler, exigeant le maintien de l'antenne. Les tensions sont vives et les membres de l'emblématique service des sports, qui ont rejoint la grève tout en s'opposant au comité des 10, se font entendre :

— Nous voulons juste travailler dans des conditions dignes d'une télévision ! s'emporte Robert Chatpatte. Y en a marre, de Télé Moscou !

— Vous avez décidé de faire la grève après tout le monde! rétorque Léon Zitrone. Vous êtes les révolutionnaires de la vingt-cinquième heure!

Michel Drucker, vingt-six ans, qui donne les résultats sportifs en fin de journal et n'a guère voix au chapitre, intervient fermement :

— Et nous, les sans-grade, lâche-t-il, on en a marre des querelles des vedettes. Nous, ce n'est pas notre carrière qui nous importe, mais bien de pouvoir donner une information libre et indépendante.

— C'est vrai que pour donner le résultat de Reims-Saint-Étienne, les pressions du pouvoir doivent être fortes, ironise Michel Honorin.

Avec l'appui des membres du service des sports et le soutien des plus radicaux, c'est cependant la ligne du jeune journaliste qui l'emporte: les vedettes doivent s'effacer et laisser place aux seconds couteaux, qui se montrent beaucoup plus vindicatifs. Il n'est pas question de diffuser une allocution du Premier ministre sans donner la parole à ses opposants et, plus particulièrement, à Daniel Cohn-Bendit.

Le leader étudiant, assis sur l'estrade du grand amphi de la Sorbonne, ronge son frein. Il voit l'heure passer et le débat s'éterniser. Il en vient à se demander si le pouvoir n'a pas soudoyé quelques étudiants pour monopoliser la parole et gagner du temps. Car les minutes s'écoulent et le grand Charles n'est toujours pas réapparu. Dany a chargé un militant de coller son oreille au transistor. Bernard Kouchner accomplit avec zèle cette mission et suit grâce à Europe n° 1 l'évolution de la situation. Le journaliste Olivier Mazerolle, dépêché à Colombey, ne voit rien venir. Le ciel de la Haute-Marne, qui

commence à s'assombrir à mesure que le soleil décline, reste désespérément vide. Le président a disparu et il paraît de plus en plus probable qu'il ne réapparaîtra pas avant le lendemain. Cette évidence gagne toute la classe politique. Les reporters sont sur la brèche. La journaliste Michèle Cotta sort de chez Georges Dayan, rue de Rivoli, où s'est tenue une réunion au sommet entre les principaux leaders de la gauche non communiste : François Mitterrand, Guy Mollet, Gaston Defferre et Pierre Mendès France. Des discussions sur la participation des communistes à un gouvernement provisoire ont été vives. Mendès va tenir une conférence de presse. Michèle Cotta croit savoir qu'il va se déclarer prêt à diriger le pays. Plus tôt, elle est tombée à l'Assemblée sur Jacques Chirac qui, étonnamment serein, semblait le seul à ne pas être troublé par la disparition du Général :

— Le Premier ministre gouverne. Il a tout en main.

Face à l'imminence de la déclaration de Mendès, les gaullistes s'agitent. Tricot s'est rendu à Matignon où Foccart l'a rejoint. Avec le président de l'Assemblée nationale, Jacques Chaban-Delmas, et le ministre Roger Frey, ils encouragent le Premier ministre à agir.

— Il ne faut pas laisser la place vide, affirme Chaban, sinon n'importe qui va pouvoir s'en emparer, y compris Mitterrand, Waldeck Rochet ou Cohn-Bendit !

— J'y veille, le rassure le chef du gouvernement. Je vais faire une déclaration au même moment que Mendès afin de lui couper l'herbe sous les pieds. J'annoncerai l'évacuation de la Sorbonne et l'expulsion de Cohn-Bendit. Des troupes font mouvement vers Paris. Il faut montrer que le pouvoir demeure, fort et inflexible. Avez-vous des informations sur les intentions des communistes ?

— Ils ne tenteront rien, affirme Foccart. Ils misent sur la faiblesse du pouvoir pour obtenir tout ce qu'ils réclament et ensuite, forts de leur succès, rafler la mise aux élections.

— Il faut se méfier d'eux. D'eux avant tout.

Au siège du PCF, 44 rue Le Peletier, les leaders communistes tiennent l'une de ces réunions secrètes dont ils sont coutumiers. Henri Krasucki jauge Georges Marchais. Il voit bien que le numéro 2 du PCF s'agite pour tenter de pousser le secrétaire général, Waldeck Rochet, dans une impasse, et profiter ainsi de l'aubaine pour lui piquer sa place. Marchais s'est lancé dans son habituel discours sur son passé d'ouvrier métallo, son refus de toute alliance avec les forces bourgeoises et sa volonté d'imposer sans attendre la «dictature du prolétariat».

Pour contenir le sourire qui lui vient, Krasu se remémore le passé de «l'ouvrier métallo» durant la guerre, son départ pour l'Allemagne en tant que travailleur volontaire quand lui, Krasu, se battait dans les FTP-MOI avant d'aller pourrir dans un camp de concentration. Quand il s'agit d'approuver ou pas le camarade Marchais, une fois son laïus terminé, Krasu ne prend pas la peine de juger de la pertinence de la ligne défendue, il vote contre. Grâce à sa propre voix, Waldeck Rochet l'emporte à nouveau : les communistes ne prendront pas le pouvoir par la force. Mais Marchais n'a pas renoncé. Les camarades se plieront aux ordres de Moscou – dont il se fait fort, dans la nuit, d'obtenir le soutien. Si d'aventure de Gaulle ne rentre pas, les travailleurs doivent s'imposer.

La décision du Parti parvient vite aux oreilles de Pierre Mendès France qui, calme mais toujours un peu

hésitant, prépare son allocution. La ligne Waldeck Rochet le conforte dans sa position de leader de l'opposition. Le PCF rentré dans le rang, il ne lui reste qu'à tendre la main aux étudiants : les jeunes gauchistes plutôt que les communistes, malgré les réticences de Mitterrand et Mollet. Il a envoyé Michel Rocard à la Sorbonne sonder Cohn-Bendit et lui demander ses conditions. Mais Rocard a du mal à approcher de l'édifice. La nouvelle du départ puis de l'étrange disparition du chef de l'État s'est répandue et a poussé spontanément dans la rue des milliers d'étudiants, qui se massent autour de la Sorbonne. La foule est si dense que Rocard est bloqué avec sa 403 boulevard Saint-Germain, devant le Danton. Il préfère faire demi-tour avant d'être complètement happé par les étudiants qui, tel un flot grossissant à vue d'œil, emplissent la chaussée et les trottoirs. Il lui faut klaxonner pour se frayer un chemin et, sous les quolibets, tenter de rejoindre l'Assemblée, où Mendès doit donner sa conférence de presse. Mais il est rapidement pris au piège et abandonne provisoirement sa voiture pour passer, depuis le Flore, un coup de fil à Hernu :

— La foule est dans la rue. C'est la cohue, c'est indescriptible.

C'est à quelques mots près les propos que, depuis La Palette, Michel Jobert, coincé rue de Buci, tient au Premier ministre :

— C'est la cohue. Je ne vais pas pouvoir atteindre Cognacq-Jay. Envoyez-y Balladur.

L'allocution décidée par Pompidou se heurte au refus des grévistes de la télévision française. Michel Drucker, leur leader, a obtenu le soutien des techniciens et de l'ensemble du personnel. Et il est inflexible : le Premier ministre ne sera à l'antenne que

si Cohn-Bendit peut s'y exprimer. Chirac pousse à se passer de la télévision :

— Personne ne la regarde ! Elle est pire que la télé soviétique... Depuis le début des événements, toute la France est suspendue à Radio Luxembourg et Europe n° 1.

Mais le Premier ministre en fait une question de principe : il ne peut pas affirmer avoir la situation en main et rétablir l'ordre s'il n'est pas capable de faire obéir une « poignée de fonctionnaires privilégiés ».

— J'ai fait entrer à l'ORTF la plupart d'entre eux, peste Georges Pompidou, qui le fils d'un tel, le neveu de tel autre. C'est bien simple, tous les responsables de ce pays qui désespéraient de leur cancre de fils m'ont sollicité. Voilà le résultat !

— Où sont donc passés les journalistes qui ont refusé de se joindre à la grève ? demande Édouard Balladur. Ils n'ont quand même pas disparu en même temps que le Général !

Le Général et Madame dînent avec le couple Massu. Ils ne sont guère loquaces. L'épouse du commandant en chef entretient la conversation à elle seule, pendant que son mari, à intervalles réguliers, tente de convaincre le président de rentrer en France :

— L'État demeure et l'armée vous soutient.

Mme Massu paraît moins convaincue et lâche à Yvonne de Gaulle :

— Vous savez, madame, ce n'est pas à soixante-dix-sept ans que l'on refait le 18 Juin.

Depuis son arrivée, de Gaulle semble sur cette ligne de pensée. Il n'a plus la force ni l'envie, veut se laisser le temps de réfléchir, et s'inquiète :

— Maintenant que je ne suis plus sur le territoire français, le Conseil constitutionnel va constater ma déchéance.

Flohic et Massu le rassurent : le drapeau français flotte sur Baden-Baden et le président du Conseil constitutionnel, Gaston Palewski, est un fidèle. Il ne fera rien contre lui et saura même gagner du temps s'il le faut.

Depuis son bureau de la rue Montpensier, Palewski répond déjà, au téléphone, aux sollicitations qui affluent. Le Premier ministre le sonde, tout comme Tricot et Mitterrand. À partir de quand le président sera-t-il considéré comme « manquant » ? Le secrétaire général de l'Élysée lui fait valoir que Georges Pompidou a fait signer au Général, avant son départ, un décret lui permettant de diriger le Conseil des ministres en son absence :

— La continuité de l'État est assurée, affirme-t-il. Palewski rassure les uns et refrène les autres :

— L'Élysée a fait savoir que le président s'absentait jusqu'à demain 15 heures. Il n'y a pour l'instant aucune raison de s'inquiéter.

Mendès lui fait remarquer que le même communiqué précisait que le président partait pour Colombey. Or, il n'est pas arrivé à Colombey. Alors que l'ancien président du Conseil s'apprête à commencer sa conférence de presse, au cours de laquelle il doit évoquer la création d'un gouvernement de transition, ses proches le poussent à aller plus loin : de Gaulle disparu, il faut exiger sans attendre sa déchéance et s'inscrire en nouvel homme providentiel. Mendès renâcle. Palewski a été clair : seul le Premier ministre a le pouvoir de saisir le Conseil pour faire constater la vacance du pouvoir.

Rocard, qui remonte à pied le boulevard Saint-Germain, s'arrête à nouveau dans un café pour prévenir Hernu :

— Il y a un monde fou. Les gens descendent dans la rue pour fêter le départ de De Gaulle. Il n'y a pas que des étudiants. Dis à Mendès que le pouvoir est vacant et qu'il faut qu'il le prenne.

Ce à quoi Hernu, sans perdre son flegme, lui répond :

— Va récupérer la voiture, j'ai mis trois jours à obtenir de l'essence ! Moi, je m'occupe de Mendès.

Face à la presse, Mendès commence par un constat :

— La journée nous a apporté toute une série de nouvelles ou d'incertitudes. Nous ne savons plus très bien aujourd'hui où en est le régime. Nous ne connaissons pas ses intentions, ses décisions.

Puis, après avoir évoqué les longues discussions avec Mitterrand, il lâche :

— Quels que soient les événements qui se produiront au cours des prochaines heures ou des prochains jours, en définitive, notre réponse en toute hypothèse conduit toujours à la revendication de la constitution d'un gouvernement de transition.

Daniel Cohn-Bendit, l'oreille sur le transistor, coincé dans une petite salle de cours de la Sorbonne envahie par les étudiants, sourit :

— Il est resté sur la position de Mitterrand : Premier ministre, oui, président, non.

— C'est bon pour nous, lui glisse le leader de la Jeunesse communiste révolutionnaire, Alain Krivine. S'ils reculent tous, on n'a plus qu'à avancer.

— En réalité, renchérit Jacques Sauvageot, ils admettent tous que la place est vide mais ils n'osent pas l'occuper. Merci, les gars, on va la prendre !